

# Organiser l'action sur

**L**a crise financière et ses dizaines de faillites de banques, le risque d'un écroulement du système financier mondial avaient conduit à la plus grande mobilisation de tous les temps des États et des banques centrales.

Pour sauver le système, des centaines de milliards d'euros d'argent public étaient mobilisés avec la promesse que le capitalisme serait moralisé, le libéralisme échevelé maîtrisé, les paradis fiscaux hors d'état de nuire, les banques mises au pas.

Deux rencontres du G20 se sont tenues qui ont vu l'Europe et les États-Unis s'opposer sur certains points comme par exemple la question du calcul du niveau des fonds propres des banques. Mais elles ne sont pas de nature à modifier leurs comportements, la rentabilité financière polarisant plus que jamais le crédit, ni à freiner le glissement du dollar, avec le risque d'une rechute rapide de la reprise si précaire en Europe.

**Dans le même temps et de partout montent des résistances, des mobilisations des peuples, s'expriment des attitudes nouvelles de certains États, notamment dans les pays les plus pauvres et émergents.**

Le passage du G7 au G 20, l'ouverture d'un débat qui remet en cause les privilèges du dollar permettent de commencer à envisager de le remplacer par un nouvel instrument monétaire de réserve internationale. L'institutionnalisation du « sucre » comme « monnaie commune » de transaction dans une partie de l'Amérique latine, ainsi que la remontée de l'intervention publique commencent à défricher le terrain d'exigences de fonds.

**Ces manifestations se déclinent du local au mondial :**

Ce sont plus de 2 millions de citoyens qui, en France, dans les localités et les services publics, s'opposent à la privatisation de la Poste et exigent la promotion de nouveaux services publics.

Dans l'industrie, ce sont des dizaines de milliers de salariés qui se mobilisent contre un bradage

de plusieurs décennies de l'industrie française et pour un nouveau type de développement industriel riche en emplois et en qualifications dans l'industrie et les services, s'appuyant sur la recherche, coopérants en France, en Europe et dans le monde. Des exigences que Nicolas Sarkozy tente de capter avec l'organisation d'états généraux de l'industrie pour les détourner sur des mesures dérisoires ne touchant ni aux critères de gestion des entreprises, ni à leur financement, ni aux relations industrie – services, ni au monopole de décision du patronat.

En Europe, ce sont les agriculteurs et les producteurs de lait qui remettent en cause l'abandon de la politique agricole commune, exigent d'en revenir à des prix garantis permettant le maintien d'une agriculture respectueuse de l'environnement et assurant la souveraineté alimentaire européenne.

Mais, dans le même temps, s'exacerbent l'arrogance et la morgue des possédants tout comme le populisme autoritaire et démagogique de Sarkozy.

**La morgue patronale :** c'est le MEDEF qui ose nommer, à l'occasion du remplacement de ses représentants aux caisses d'assurance maladie et d'assurance vieillesse les pires fossoyeurs de notre sécurité sociale : les patrons de l'assurance privée.

**Le cynisme du gouvernement :** c'est, d'un côté, un État qui ne fait pas respecter les engagements des banques à l'égard des entreprises et laisse les PME se faire étrangler tout en saupoudrant de fonds sans aucun changement des critères d'attribution. Et de l'autre, sous prétexte de soutenir la compétitivité, un État qui est en train de priver, avec la suppression de la taxe professionnelle, seul impôt contre les gâchis de capital des entreprises, les collectivités locales d'une ressource essentielle. Et on leur demande, pourtant, de soutenir l'investissement public !

La démagogie populiste, cherchant une union sacrée : c'est le lancement du « grand emprunt national », avec A. Juppé et M. Rocard à la manœuvre. Non seulement, il s'agit avec cet

# les enjeux de fond

emprunt du soutien au capital, donnant priorité aux investissements, contre le développement des êtres humains. Mais, comme une telle utilisation de l'argent emprunté fera peu d'emplois, de formation, d'expansion de l'offre de service public, elle suscitera une aggravation de la dette publique. Et c'est au nom, prétendument, de la maîtrise de cette dette que le gouvernement programme plus de 34 000 suppressions d'emplois publics pour 2010, faisant de l'État le principal fossoyeur de l'emploi en France. Dans de telles conditions, les éléments de reprise qui se profilent ne déboucheront que sur une évolution contradictoire et chaotique des agrégats économiques avec la perspective d'une rechute bien plus grave encore.

Une telle confrontation entre les aspirations profondes au changement et la violente contre-offensive réactionnaire de la droite et du patronat appelle au développement de l'action s'appuyant sur des propositions radicales, rassembleuses et cohérentes.

## Cela concerne :

- L'emploi et la formation, notamment pour les jeunes, avec la détermination d'objectifs d'emplois chiffrés, dans le cadre de conférences nationale et régionales, une responsabilisation sociale des entreprises et des banques et l'obligation de résultat pour la collectivité ;
- La promotion de nouveaux emplois en nombre dans les filières industrielles, qualifiés, correctement rémunérés, pour des produits riches en recherche et en services, respectueux de l'environnement ;
- La remise en cause de méthodes de management par le stress, l'isolement, les affectations contraintes, le harcèlement avec, au contraire, une promotion professionnelle et sa reconnaissance, une mobilité choisie, une sécurisation de l'emploi et de la formation. Cela exige des pouvoirs nouveaux étendus des salariés pour changer les gestions ;
- Le développement d'outils pour financer le développement des PME et PMI, notamment dans chaque région, avec la création de Fonds régionaux pour l'emploi et la formation, à partir du redéploiement des aides régionales aux entreprises, et ouverts aux propositions des salariés et de leurs organisations ;

- La mise en place d'un « Pôle public financier » pour développer un nouveau crédit sélectif pour les investissements matériels et de recherche des entreprises : plus ces investissements programmeront d'emplois et de formation et plus serait abaissé le taux d'intérêt du crédit jusqu'à devenir nul, voire négatif ;
- Un autre rôle de la Banque centrale européenne, avec une réorientation de sa politique monétaire, afin de faire de la promotion de l'emploi et de la qualification la principale priorité de sa mission.

Le conseil national du PCF réuni les 24-25 octobre dernier a proposé que partout « où les conditions peuvent être créées » d'engager le travail « autour d'objectifs et de projets clairs » sur la constitution de listes du Front de Gauche de large rassemblement au premier tour des élections régionales.

Pour engager ce processus, le conseil s'est prononcé pour « des projets régionaux qui portent une cohérence nationale forte à partir de grands axes ».

**1** - La défense et la promotion de services publics nationaux et locaux, y compris de sécurisation de l'emploi et de la formation et de protection de l'environnement ;

**2** - La promotion de nouveaux critères d'utilisation de l'argent avec, notamment, la création de Fonds publics régionaux que pourraient saisir les salariés et les citoyens, impulsant une sélectivité des crédits pour favoriser l'emploi, la formation, les progrès écologiques ;

**3** - La relance de politiques industrielle, agricole et urbaine pour de nouveaux types de croissance ;

**4** - La conquête de nouveaux pouvoirs d'intervention des salariés et leurs organisations dans les entreprises comme sur leurs territoires. ■



**Alain Morin**  
Rédacteur en Chef  
d'Économie et Politique